

BLACKER, Coit D. *Hostage to Revolution : Gorbachev and Soviet Security Policy, 1985-1991*. New York, Council on Foreign Relations Press, 1993, 257p.

Daniel Dignard

Volume 25, numéro 2, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703332ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703332ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dignard, D. (1994). Compte rendu de [BLACKER, Coit D. *Hostage to Revolution : Gorbachev and Soviet Security Policy, 1985-1991*. New York, Council on Foreign Relations Press, 1993, 257p.] *Études internationales*, 25(2), 371–373.
<https://doi.org/10.7202/703332ar>

en quatre chapitres : « L'État modernisateur en question : la crise du politique » ; « L'État entre dépendance et autonomie relative » ; « La société : une effervescence politique multiforme » ; « État-société : vers une recomposition du politique ».

Le constat est général, les idéologies du développement par l'État ont échoué, que ce soit au Brésil, au Vietnam, au Sénégal, à Madagascar, ou ailleurs. Cet échec, suivi d'une relative démission de l'État, a conduit aux programmes d'ajustement structurel qui ont renforcé le désengagement de l'État. Une vive réaction de la société civile, lourdement pénalisée par les réformes économiques, a provoqué l'émergence de nombreux mouvements populaires.

Remplaçant les services étatiques mais symbolisant aussi une nouvelle vision de l'aide au développement, la recherche de partenaires dans la société civile, ces mouvements ont connu une progression phénoménale et en sont maintenant à un stade de maturité. Le risque est grand, comme le signale S. Latouche, un des auteurs, de les voir à leur tour développer une mentalité d'assistés face à l'aide extérieure. Il n'empêche qu'ils ont acquis droit de cité par leur capacité de mobiliser un soutien international et par l'appui que leur apportent les Églises. Par eux les humbles ont trouvé une voix qui porte jusqu'au cœur des gouvernements. Et ces mouvements, s'ils représentent plus que la simple émergence de nouvelles élites pressées de partager le pouvoir, auront un grand rôle à jouer dans la démocratisation des systèmes politiques et dans une gestion responsable des gouvernants.

Marc HUFTY

*Institut Universitaire d'Études
Du Développement, Genève*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

Hostage to Revolution : Gorbachev and Soviet Security Policy, 1985-1991.

*BLACKER, Coit D.
New York, Council on Foreign
Relations Press, 1993, 257p.*

Pour les observateurs en relations internationales et pour les soviétologues, la nouvelle politique étrangère de l'URSS a largement occupé le cœur des débats et réflexions au cours de la dernière décennie. On peut même être tenté de juger de la valeur d'un ouvrage, dans cette discipline, selon la perspective nouvelle qu'il arrive à apporter. Dans ce contexte, l'ouvrage que nous propose le directeur du Center for International Security and Arms Control n'apparaît pas comme une contribution d'un ordre nouveau. Ce dernier constitue avant tout une synthèse fidèle, assez succincte et bien structurée de la politique de sécurité de Moscou entre l'année 1985 et le coup d'État survenu en août 1991. Il procède aussi d'un cadre-hypothèse très empirique : 1) les réformes entreprises, en matière de sécurité, répondaient d'abord à la nécessité urgente de revitaliser le système économique, en allégeant le lourd fardeau des dépenses militaires ; 2) des réformes d'une telle envergure devaient obligatoirement s'accompagner d'une démarche visant à limiter la rivalité militaire et politique avec l'autre grande puissance ; 3) la dynamique politique a été marquée par une discontinuité

entre une étape de réforme (1985-1989) et une étape de révolution (1989-1991), cette dernière faisant de l'initiateur du mouvement un «otage» des forces qu'il a libérées.

L'ouvrage débute par un rappel de la doctrine et de la stratégie d'ensemble poursuivie pendant la période brejnévienne. Au cours des années 1964-72, l'URSS va effectuer un spectaculaire tournant en se dotant d'un dispositif d'armement stratégique et conventionnel moderne. Non sans souffrir d'un déficit de rationalité, lorsque placée en rapport avec la doctrine énoncée, la démarche de Moscou a été nourrie par la profonde conviction que, dans un monde divisé selon une logique de classes, la garantie la plus valable à la paix résidait dans le déploiement de forces capables de dissuader la moindre aventure militaire impérialiste. Au milieu des années 80, la nouvelle politique de sécurité va participer avant toute chose d'un changement fondamental de ce «système de croyances».

Les trois chapitres suivants constituent les volets centraux de l'ouvrage, à savoir les aspects doctrinaux, le contrôle des armements et les relations entre autorités civiles et militaires. Le premier de ceux-ci est l'occasion pour l'auteur de retracer la période de flottement dans la mise en place des réformes autour des aspects techniques et des considérations opérationnelles du concept de «suffisance raisonnable». Bien qu'il existât dans l'ensemble un soutien général pour des réductions dans les forces stratégiques, Blacker constate le peu d'impact de la nouvelle doctrine sur les programmes d'armements nucléaires, de missiles balistiques et d'équipement naval. Par

contre, l'acquisition et le déploiement d'armements sur les différents théâtres d'opération a été une source de plus grande controverse, surtout à partir du moment de l'annonce par Gorbatchev (décembre 1988) de réductions unilatérales des forces conventionnelles.

Le chapitre suivant concerne la nouvelle diplomatie sur le désarmement de Moscou, sujet dont l'auteur maîtrise bien la dimension historique pour l'avoir déjà traité dans des ouvrages antérieurs. Le processus de négociation était devenu, avec les années, un instrument politique au terme duquel la stature de superpuissance communiste avait été reconnue par Washington. La diplomatie active de Gorbatchev et du ministère des Affaires étrangères va faire en sorte d'inscrire ces négociations dans une logique strictement militaire. Comme Blacker le souligne, en désamorçant la logique relative à «l'image de l'ennemi», la portée de la politique d'ouverture de Moscou va au-delà des résultats pourtant brillants enregistrés sur le dossier des INF (novembre 1987). Le désarmement des forces conventionnelles en Europe illustre toutefois la véritable rupture, à savoir la perte de contrôle d'un processus enclenché, ce que révèlent les révolutions politiques de l'automne 1989 en Europe de l'Est. Pour Blacker, Moscou avait entrepris un retrait graduel de ses forces en Europe centrale (près de 700,000 hommes) en envisageant une période de transition où les deux blocs militaires de l'OTAN et du Pacte de Varsovie continueraient à assurer la stabilité politique du continent. L'erreur fatale de jugement a été de miser sur l'émergence de forces communistes réformistes, comme c'était le cas

en URSS. Très rapidement alors, les négociations et ententes sur les FCE (novembre 1990) et sur les START (juillet 1991) vont se trouver dépassées par rapport à la nouvelle réalité géopolitique de fait.

Le chapitre suivant traite des relations entre le pouvoir politique et les militaires et se veut sans doute le plus pertinent de tout l'ouvrage pour comprendre la situation actuelle en Russie. Reprenant la dichotomie entre une période de réforme et une période de «desintégration», Blacker s'explique l'échec du coup d'État en août 1991 à Moscou par le degré sans précédent de politisation, de confusion et de loyautés conflictuelles qui existaient au sein de l'armée. Au-delà du rôle certes important joué à ce moment par le soutien de divers corps de l'armée à l'autorité de Eltsine, ce qui demeure remarquable est ailleurs : le désengagement des militaires qui ont refusé d'appliquer quelque mesure d'exception que ce soit.

Le dernier chapitre dresse un bilan de l'héritage Gorbatchev et suggère une réflexion plus large sur le processus de désintégration à l'œuvre dans l'ex-URSS et sur la nature relativement pacifiée du changement majeur qu'ont connu les relations internationales ces dernières années. Blacker cherche ici à relativiser le type de relation causale qu'il a amenée entre l'aggravation d'une crise économique et la réforme de la politique de sécurité en URSS. Ce chapitre aurait pu nourrir davantage le cadre analytique d'un sujet déjà souvent traité de façon descriptive. Blacker se limite à rappeler les contributions récentes des efforts d'auteurs américains sur la «socialisation des élites»

(Ikenburry-Kupchan) et sur les processus d'apprentissage (Tetlock, Breslauer).

Daniel DIGNARD

*Institut d'Études Politiques,
Paris*

**Politics Without Principle :
Sovereignty, Ethics, and the
Narratives of the Gulf War.**

CAMPBELL, David.

*Boulder (Col.), Lynne Rienner
Publishers, 1993, 128p.*

Le titre de l'ouvrage est suffisamment indicatif de l'intention de l'auteur. David Campbell entend soumettre à une critique corrosive l'ensemble des représentations, images, justifications et argumentations qui ont accompagné, pour la motiver et la justifier, la seconde guerre «du Golfe». C'est une véritable «déconstruction» de la rationalité à l'œuvre derrière les opérations de guerre menées par la coalition des nations sous l'égide des États-Unis qui est entreprise. Plus explicitement encore, l'auteur critique de la manière la plus âpre la problématique d'ensemble qui a présidé à la politique américaine dans la guerre contre l'Irak.

L'ouvrage est divisé en six chapitres. Le premier a trait aux différentes manières de «raconter» la guerre. «Histoires de guerre», le chapitre ainsi intitulé s'attache d'emblée à relever contradictions et exagérations dans la narration des faits ainsi que les trop fameuses anticipations et évaluations «optimistes» des dommages de guerre (pour raison de fiabilité technologique des armes modernes !) qui précéderent ou accompagnèrent les combats. Pour l'auteur, la narration ainsi